

## Questions au Feuilleton

a)	Poste	Titulaire
	Secrétaire	L. Taschereau
	Président	R. St-Laurent
	Membre	L'honorable juge Antoine Rivard*
	Membre	J. Leahy
	Membre	M. Donahue
	Membre	J. H. C. McGreevy
	Membre	P. Côté
	Membre	R. Thivierge
	Membre	Vacant

\*Le 11 octobre 1972, le juge Rivard fut nommé au poste de président suppléant par le président qui est en convalescence.

b) Ces postes ne sont pas rémunérés, sauf celui de secrétaire dont le traitement annuel est de \$11,034. c) C'est le gouverneur en conseil qui nomme les membres de la Commission. Les gouvernements des provinces qui versent à la Commission une somme d'au moins \$100,000 peuvent également nommer un commissaire. Le juge Rivard est le représentant du Québec, tandis que le poste de l'Ontario est vacant depuis 1963. d) En vertu de la loi intitulée une loi concernant les champs de bataille nationaux au Québec, la Commission est responsable de la préservation, de l'administration et de la mise en service du parc national des champs de bataille.

2. Les champs de bataille canadiens ne relèvent d'aucun organisme gouvernemental en particulier. Dans certains cas, les champs de bataille ont été désignés comme parcs ou lieux historiques nationaux et, c'est à ce titre qu'ils sont administrés par notre ministère. Les autres champs de bataille pourraient, en théorie, être administrés par n'importe quel organisme, gouvernemental ou non gouvernemental.

3. Voir la réponse à la question n° 2.

## LA MISSION DE L'Î.-P.-É. AUX AMÉRIQUES CENTRALE ET DU SUD

## Question n° 1503—M. Macquarrie:

1. a) Quels membres de la Fonction publique du Canada feront partie de la mission envoyée par l'Île-du-Prince-Édouard en Jamaïque, en Uruguay, en Argentine, à la Trinité et Tobago et au Vénézuéla, b) à quel titre feront-ils partie de cette délégation?

2. Qui d'autre comportera cette délégation?

3. Qui la dirigera?

4. Quel pourcentage des dépenses faites par la mission seront défrayées par l'État?

**M. Herb Breau (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce):** 1. a) Un spécialiste en commercialisation des pommes de terre de la Direction de l'agriculture, des pêches et des produits alimentaires au ministère de l'Industrie et du Commerce et un spécialiste en pathologie de la pomme de terre de la Direction des recherches au ministère de l'Agriculture du Canada. b) Ils seront conseillers auprès de la délégation dans leurs sphères respectives.

2. Trois députés de l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard trois hauts fonctionnaires du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard et six représentants de l'industrie de la pomme de terre de l'Île-du-Prince-Édouard.

[M. Chrétien.]

3. L'honorable Alexander B. Campbell, premier ministre et ministre de l'Agriculture et des Forêts de la province de l'Île-du-Prince-Édouard.

4. Outre le paiement des frais encourus par les deux hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral, une aide est offerte aux six représentants industriels, qui se chiffrent à 50 p. 100 de leurs frais admissibles en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation du ministère de l'Industrie et du Commerce.

## LA BROCHURE «CANAUX DE NAVIGATION, RIDEAU, TRENT, QUÉBEC»

## Question n° 1509—M. Cossitt:

1. Une brochure intitulée *Navigation Canals, Rideau Trent Quebec* a-t-elle été imprimée et, dans l'affirmative, quels en furent le tirage et le coût d'impression?

2. Cette brochure a-t-elle été, par la suite, retirée de la circulation et, dans l'affirmative, a) combien d'exemplaires ont été retournés, b) qu'en a-t-on fait, c) pourquoi les a-t-on retirés de la circulation?

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** 1. Une brochure bilingue, sous le titre de *Canaux de navigation, Rideau, Trent, Québec*, a été éditée par la Division des canaux en 1967. Le coût total fut de \$4,680.31 pour 25,233 exemplaires.

2. La brochure n'a pas été retirée de la circulation. Au poste des écluses de chaque canal, on distribuait gratuitement au public des exemplaires dans lesquels on insérait des feuilles de données mises à jour tous les deux ans. Le stock est maintenant épuisé et la nouvelle brochure est en préparation pour un nouveau tirage.

## LES EXPORTATIONS DE TABAC JAUNE À LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

## Question n° 1524—M. Wise:

A combien s'élève, a) en livres et b) en dollars, la quantité de tabac jaune exportée en 1971 et 1972 à la République populaire de Chine?

**M. Herb Breau (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce):** Les exportations canadiennes de tabac jaune à la République populaire de Chine en 1972 s'élevaient à 653,954 livres, soit une valeur de \$870,000. En 1971 il n'y a pas eu d'exportations de ce produit à la République populaire de Chine.

\* \* \*

## QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

## L'EMPLOI DES AVIONS DE L'ÉTAT PAR LES MEMBRES DU CABINET

## Question n° 24—M. Coates:

1. Du 1<sup>er</sup> septembre au 30 octobre 1972, combien de fois le Premier ministre et des ministres du Cabinet ont-ils utilisé les avions de l'État?

2. Dans chaque cas, a) qui a utilisé l'avion, b) de quel genre d'avion s'agissait-il, c) combien de temps l'a-t-on utilisé, d) quelles escales a-t-on faites, e) quelle a été la distance totale parcourue, f) combien cela a-t-il coûté à l'État?

3. Dans chaque cas, comment s'appelaient tous les passagers de chaque vol, et s'ils n'étaient pas au service de l'État, pourquoi étaient-ils du voyage?

(Le document est déposé.)